



SECRETARIAT

AS/Jur (2017) CB 04  
23 mai 2017

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Belgrade, Serbie le 18 mai 2017

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Belgrade le 18 mai 2017, sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE), en ce qui concerne :

- **le jeudi 18 mai 2017 à 09h30,**
- **Session d'ouverture** (*ouverte aux médias*): a entendu une allocution de bienvenue par Mme Aleksandra Djurović (Serbie, PPE/DC), Présidente de la délégation serbe auprès de l'APCE ;
- **Exécution des arrêts** : a tenu un échange de vues avec la participation de M. Čedomir Backović, Ministre adjoint de la Justice de la République de Serbie, Mme Nataša Plavšić, Procureure générale adjointe et agent de la République de Serbie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, et M. Dragoljub Popovic, ancien juge de la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Serbie ;
- **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (9<sup>ème</sup> rapport)** (*Rapporteur : M. Pierre-Yves Le Borgn', France, SOC*) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Nouvelles menaces contre la primauté du droit dans les Etats membres du Conseil de l'Europe – exemples sélectionnés** (*Rapporteur : M. Bernd Fabritius, Allemagne, PPE/DC*) : a tenu un échange de vues avec la participation de M. Hristo Ivanov, ancien ministre de la Justice de Bulgarie, expert en réforme judiciaire et avocat, Président de « Da », Bulgarie ;
- **Lutter contre le crime organisé en facilitant la confiscation des avoirs illicites** (*Rapporteur : M. Mart van de Ven, Pays-Bas, ADLE*) : a examiné une note introductive ; a tenu une audition avec la participation de M. Maurice Kempen, Ministère de la sécurité et de la justice, Pays-Bas, et M. Kevin McMeel, Chef de Section au bureau du *Chief State Solicitor, Criminal Assets Bureau*, Dublin, Irlande ; et a accepté la demande du rapporteur d'effectuer une visite d'information à Dublin, Irlande, et de tenir une deuxième audition, sous réserve de la disponibilité des fonds ;
- **Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort** (*Rapporteur : M. Vusal Huseynov, Azerbaïdjan, PPE/DC*) : a examiné une note introductive et a tenu une audition avec la participation du Dr Michael Crowley, associé de recherche, Omega Research Foundation, et de M. Albert Straver, administrateur en charge des instruments réglementaires de la politique étrangère, Service des instruments de politique étrangère, Commission européenne ;
- **État d'urgence : questions de proportionnalité relatives à la dérogation prévue à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme** (*Rapporteur : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE*) : a examiné une note introductive ;

- **Pour une approche démocratique des questions de gouvernance dans les Etats européens plurinationaux** (*Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE*) : a entendu une déclaration du rapporteur et a accepté sa proposition de publier uniquement un rapport d'information à ce sujet et d'informer le Bureau de cette décision ;
- **Adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme : élection des juges** (*Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE*) : a entendu une déclaration par le rapporteur ; a décidé de suspendre les travaux sur cette question jusqu'à nouvel ordre et de soumettre une nouvelle proposition de résolution lorsque cela sera justifié à la lumière des progrès réalisés dans le processus d'adhésion de l'UE, et d'informer le Bureau de cette décision ;
- **Restreindre les droits pour protéger la sécurité nationale – jusqu'où les Etats peuvent-ils aller?, et problèmes juridiques posés par la guerre hybride** (*Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC*) : a examiné d'une note introductive, a autorisé le rapporteur à tenir une audition sur le sujet avec la participation de trois experts, sous réserve de la disponibilité des fonds, et a accepté de modifier le titre du rapport comme suit : « Problèmes juridiques posés par la guerre hybride et obligations en matière de droits de l'homme » ;
- **Nomination de rapporteurs :**
  - Pour rapport :**
    - **La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov** : a nommé M. Emanuelis Zingeris (Lituanie, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
  - Pour avis :**
    - **Répercussions sur les droits de l'homme de la réponse européenne aux migrations de transit en Méditerranée** (*Rapporteur pour la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées : M. Miltiadis Varvitsiotis, Grèce, PPE/DC*) : en son absence a nommé Mme Tineke Strik (Pays-Bas, SOC) et entendra de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors de la prochaine réunion ;
- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note de la réponse du Comité des Ministres à la Recommandation 2085 (2016) de l'Assemblée sur « Renforcer la protection et le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe » ;
- **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a entendu les comptes rendus par les représentants relatifs aux événements auxquels ils ont participé :
  - Le Conseil des élections démocratiques (de la Commission de Venise), 9 mars 2017 : Mme Eka Beselia (Géorgie, SOC) ;
  - 75<sup>ème</sup> réunion plénière du GRECO, 20-24 mars 2017 : M. Sergiy Vlasenko (Ukraine, PPE/DC) ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe ?** (*Rapporteuse : Mme Aleksandra Djurović, Serbie, PPE/DC*) : a entendu une déclaration de la rapporteure expliquant pourquoi elle avait demandé de reporter l'audition prévue sur la situation des ONG dans la Fédération de Russie, suivie d'un échange de vues ;
- **Questions diverses :**
  - Présidence azerbaïdjanaise du Conseil de l'Europe: quelles sont les suites à donner en matière de respect des droits de l'homme? (*Rapporteur : M. Alain Destexhe, Belgique, ADLE*) : à la demande du rapporteur, a décidé de demander une prolongation du renvoi jusqu'au 30 septembre 2017 ;
  - Prix des Droits de l'Homme Václav Havel : a noté la prolongation du délai pour soumettre les candidatures jusqu'au 30 juin 2017 ;

- Lettre de la Commissaire Cecilia Malmström concernant le rapport sur « La compatibilité avec les droits de l'homme de l'arbitrage investisseur–Etat dans les accords internationaux de protection des investissements » (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a pris note de la lettre de la Commissaire et de l'intention de M. Omtzigt d'y donner suite en demandant à la Commission européenne des commentaires supplémentaires à la lumière d'un jugement pertinent récent de la Cour de justice de l'Union européenne ;
- Publication d'un guide sur le rôle des parlements dans la mise en œuvre des normes de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) : a accepté la demande de M. Pierre-Yves Le Borgn' (France, SOC) de publier un guide sur le rôle des parlements dans la mise en œuvre des normes de la CEDH dans le cadre de son mandat en tant que rapporteur sur la « Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (9<sup>ème</sup> rapport) » ;
- Abolition de la peine de mort (*Rapporteur général : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC*) : à la demande et en l'absence du rapporteur général, la commission a accepté de demander au Bureau d'être saisie pour avis sur le rapport de la Commission des questions politiques et de la démocratie sur « L'évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie » (Rapporteuse : Mme Josette Durrieu, France, SOC) ;
- Forum mondial de la démocratie  

“Le populisme en question(s)”, 8-10 novembre 2017, Strasbourg : a invité les membres à participer à la Commission ad hoc du Bureau pour assister au Forum mondial pour la démocratie et a noté l'intérêt exprimé par Mme Anne Brasseur (Luxembourg, ADLE), M. Raphaël Comte (Suisse, ADLE), M. Pierre-Alain Fridez (Suisse, SOC) et M. Aleksander Pociiej (Pologne, PPE/DC) ;
- Proposition sur « *l'état d'urgence et ses limites* » : a décidé de prendre cette proposition en compte dans la préparation du rapport sur « État d'urgence : questions de proportionnalité relatives à la dérogation prévue à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme » (Rapporteur : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE) et d'informer le Bureau en conséquence ;

– **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

*Commission plénière* :

- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2017 (26-30 juin 2017)
- Paris, 5 septembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2017 (9-13 octobre 2017)
- Paris, 13 novembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Paris, 12 décembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Isild Heurtin

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
 Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
 Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
 Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
 Secrétaire Général du Congrès  
 Secrétaire du Comité des Ministres  
 Directeurs Généraux  
 Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
 Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
 Directeur de la Communication  
 Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe